

Défendre la chimie : oui, mais comment ?

La Tribune libre parue dans notre numéro de novembre-décembre 2004 (280-281, p. 123)
a inspiré à Pierre Vermeulin une réflexion que nous publions ci-après.

« Que dire à la suite de la tribune libre de François Guinot et Pierre Potier ?

Que tout y est exact et raisonnable. Oui, il est grand temps de choisir la chimie que nous voulons ; oui, il faut refuser la fatalité de la désindustrialisation ; oui, la chimie, au sens large, occupe notre vie quotidienne et irrigue l'ensemble du tissu industriel ; oui, il est plus que temps de rassembler, enfin, tous les membres de la famille chimique. Réjouissons-nous avec les auteurs, c'est la saison, de l'annonce de la naissance prochaine en Europe d'une société de « croissance et de plein emploi basée sur l'innovation et la connaissance ».

Cela dit, il reste quelques questions. Pourquoi, par exemple, de tels arguments ne semblent-ils pas convaincre, ni les décideurs ni les administrés, de l'urgence de sauver l'industrie chimique française et européenne et de la nécessité de relancer les études scientifiques, notamment en chimie, dans les écoles et universités ? La communication patine. Il y a bien, comme dans tout processus de communication, un émetteur, un message et un récepteur. Mais faut-il encore que l'émetteur et le message soient jugés crédibles par le récepteur. Il est bon, de plus, qu'il y ait échange, et par cet échange, une adaptation du message. Quand ça ne marche que de haut en bas, ce n'est plus de la communication mais de la publicité (de bas en haut, c'est du lobbying).

Même si l'innovation est réelle, il est difficile de prétendre que le désir d'innovation soit le seul, le principal, moteur de la politique industrielle ou de formation en chimie. La rentabilité financière prime souvent la satisfaction des besoins de notre société, satisfaction qui passe, probablement, bien après la création de besoins nouveaux supposés meilleure source de profit. Comment expliquer à notre concitoyen la fermeture de centres de recherche et de production ou, comme récemment, l'abandon par une firme pharmaceutique d'un produit manifestement utile, sans prise en compte de son remplacement ? Que dire encore de l'inquiétude de beaucoup pour le statut de la formation scientifique, notamment chimique, dans nos collèges et nos lycées ? Nous avons le devoir de montrer la créativité et la compétence des chercheurs et des ingénieurs chimistes, mais nous leur devons aussi de mettre le doigt sans complaisance sur tout ce qui les freine ou les détourne.

Ne négligeons pas la perception du risque chimique dans la population. Certes Bhopal n'est pas en France, mais Toulouse est pour quelque temps dans la mémoire collective. Il est juste de dire que l'impact de l'industrie chimique sur l'environnement avec la pollution des eaux, des sols et de l'air, a fortement décrié dans les dernières décennies. Le nombre d'incidents, ne parlons pas d'accidents ou de catastrophes, est certes en diminution. On a raison de souligner que

le risque zéro n'existe pas et que l'application frileuse du principe de précaution est un frein à l'innovation. Mais soulignons aussi que la gestion du risque doit être partie intégrante de la production, qu'elle concerne la conception du procédé, la construction et la maintenance des installations, la surveillance des paramètres de fonctionnement, la formation et l'évaluation des compétences de tous les acteurs, du sommet à la base. Assurons la population et plus particulièrement les voisins des centres de production que la sûreté est l'objet d'une évaluation permanente ; le seul moyen d'y parvenir est la transparence et l'explication large sur les risques et les moyens de les gérer. Ne sommes-nous pas craintifs dans ce domaine : nous avons naguère, avec d'autres partenaires dont la Société de Chimie Industrielle et la Maison de la Chimie, organisé une conférence sur le risque chimique qui a été un franc succès ; une autre réunion au niveau européen avait été projetée, qui n'a, semble-t-il, pas fait l'unanimité. Nous avons cependant tout à gagner à mettre les risques en évidence et à prouver que nous cherchons, et pouvons trouver, les moyens de les évaluer et de les gérer. L'avenir de l'industrie et de la recherche est certainement dans leur meilleure intégration sociale.

Merci à François Guinot et à Pierre Potier d'avoir ouvert la voie à une réflexion sur le sujet dans *L'Actualité Chimique*. A nous de ne pas la refermer. »

Pierre Vermeulin



PRAYON

→ L'Établissement est situé à SAINT-CLAIR DU RHÔNE (Isère) au sud de Vienne.

→ PRAYON S.A. est aujourd'hui l'un des principaux producteurs européens de phosphates de sodium, de potassium, d'aluminium et de calcium ainsi que d'autres spécialités couramment utilisées dans l'industrie agro-alimentaire, ou encore de phosphates sodiques principalement destinés aux produits détergents.

→ Le groupe PRAYON est certifié selon le référentiel ISO 9001 version 2000 pour la Qualité, OHSAS 18001 pour la Sécurité et ISO 14001 pour l'Environnement pour n'avoir qu'un seul système de management intégré. PRAYON a également mis en place une démarche HACCP, illustration supplémentaire d'une politique de rigueur et de respect de la qualité de fabrication.

→ La mise en place d'un système de management intégré est le meilleur garant de la pérennité de l'entreprise.

Établissement des Roches
Avenue Berthelot
SAINT-CLAIR DU RHÔNE
38556 St Maurice l'Exil cedex
Tél. : +33(0)4 37 04 84 00
Fax : +33(0)4 37 04 84 10

Index des annonceurs

Agilent Technologies	p. 3, p. 5
Chemistry, A European Journal	II ^e de couv.
Ciba	IV ^e de couv.
EDIF	p. 10
Institut Français du Pétrole	p. 11
Prayon	p. 64

Régie publicitaire : EDIF

Le Clemenceau, 102 avenue Georges Clemenceau
94700 Maisons-Alfort

Tél. : 01 43 53 64 00 - Fax : 01 43 53 48 00

edition@edif.fr - <http://www.edif.fr>